Seule solution pour les retraites : dissolution de la zone euro et retour à notre monnaie nationale

écrit par Julien Martel | 21 janvier 2020

.

Comment l'Euro ruine la France de 8 façons : démonstration implacable de Trouble Fait

L'Euro a fait perdre à la France en moins de 20 ans, de 1999 à 2017, 3600 milliards d'euros, soit 56 000 euros par habitant.

Pays de la zone euro	Impact de l'introduction de l'euro sur la prospérité par habitant (1999 – 2017)	Impact global de l'introduction de l'euro sur la prospérité (1999 – 2017)
Allemagne	+ 23 116 euros	+ 1 893 milliards d'euros
Pays-Bas	+ 21 003 euros	+ 346 milliards d'euros
Grèce	+ 190 euros	+ 2 milliards d'euros
Espagne	- 5 031 euros	- 224 milliards d'euros
Belgique	- 6 370 euros	- 69 milliards d'euros
Portugal	- 40 604 euros	- 424 milliards d'euros
France	- 55 996 euros	- 3 591 milliards d'euros
Italie	-73 605 euros	- 4 325 milliards d'euros

Dévaluation interne, déflation, fond de sauvetage, politique monétaire désastreuse, destruction de l'épargne, taxation des dépôts, renflouement interne des banques, atteinte aux droits de propriété sur le foncier et mutualisation des Target.

Tel sont les succès de l'euro résumé en 3 lignes et expliqués en moins d'une heure dans cette vidéo.

SOURCES

L'euro est un vrai succès populaire !

https://www.marianne.net/economie/l-euro-est-un-vrai-succes-populaire-s-extasie-le-gouverneur-de-la-banque-de-france

Les avantages de l'euro (Commission européenne)

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/euro-area/benefits-euro_fr

.

L'Euro a 20 ans : qui sont les perdants ? Qui sont les gagnants ? Une étude empirique

https://www.cep.eu/fileadmin/user_upload/cep.eu/Studien/20_Jahre_Euro_-

_Gewinner_und_Verlierer/Les_Etudes_du_cep_L__euro_a_20_ans.pdf

Même 20 ans après son introduction, l'euro reste controversé. Le cep a utilisé la méthode de contrôle synthétique pour analyser quels sont les pays qui ont bénéficié de l'euro et lesquels ont subi des pertes.

- L'Allemagne est de loin le pays qui a le plus bénéficié de l'introduction de l'euro : de 1999 à 2017, pour un coût de près de 1,9 billions d'euros. Cela correspond à environ 23 000 euros par habitant. En outre, seuls les Pays-Bas ont tiré des avantages substantiels de l'introduction de l'euro.
- Au cours des premières années qui ont suivi l'introduction de l'euro, la Grèce a massivement bénéficié de l'euro, mais a subi des pertes importantes depuis 2011. Sur l'ensemble de la période, le solde est tout juste positif à + 2 milliards d'euros soit + 190 euros par habitant.
- Dans tous les autres pays étudiés, l'euro a entraîné une chute de la prospérité : en France, 3 600 milliards d'euros et même 4 300 milliards d'euros en Italie. Cela correspond à 56 000 euros par habitant en France et 74 000 euros par habitant en Italie.

La TVA réduite a surtout profité aux restaurateurs

https://www.capital.fr/economie-politique/la-tva-reduite-a-surtout-profite-aux-restaurateurs-pas-aux-clients-1290252

This Labour video explains why Tory austerity is a cruel and pointless cycle

https://www.mirror.co.uk/news/politics/labour-video-explains-tory-austerity-13096211

.

La machine déflationniste infernale de la zone euro

https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/la-machine-deflationniste-infernale-de-la-zone-euro-761863.html

Un risque majeur de déflation pèse sur la zone euro

https://www.capital.fr/economie-politique/un-risque-majeur-de-deflation-pese-sur-la-zone-euro-1262751

.

Mécanisme européen de stabilité – Wikipédia

https://fr.wikipedia.org/wiki/M%C3%A9canisme_europ%C3%A9en_de_stabilit%C3%A9

Comment se prépare la spoliation de l'épargne et des épargnants

https://www.les-crises.fr/comment-se-prepare-la-spoliation-de-lepargne-et-des-epargnants-par-ruptures/

Les milliardaires français s'enrichissent plus vite que les autres

https://www.lefigaro.fr/conjoncture/les-milliardaires-francais-s-enrichissent-plus-vite-que-les-autres-20190701

.

Emprunt à taux négatif : explication et objectifs

https://banque.ooreka.fr/astuce/voir/527737/emprunt-a-taux-negatif

Taux négatifs : jusqu'où peut-on aller ? Un peu d'économie-fiction

https://or.fr/actualites/taux-negatifs-jusquou-peut-on-aller-economie-fiction-1612

.

Christine Lagarde était l'invitée de RTL (12.00)

https://www.rtl.fr/actu/politique/christine-lagarde-est-l-invitee-de-rtl-7792525062

L'égalité entre l'épargne et l'investissement

http://www.comptanat.fr/keynes/k1.htm

Assurance-vie : le rendement pour les obligations

https://www.lefigaro.fr/placement/2013/05/29/05006-20130529ARTFIG00520-assurance-vie-le-rendement-pour-les-obligations.php

Toujours plus ! 17 000 milliards de dollars de dettes à taux négatifs

https://www.lopinion.fr/edition/economie/toujours-plus-17-000-milliards-dollars-dettes-a-taux-negatifs-196263

Crédit Mutuel Arkéa contrainte de recapitaliser sa filiale d'assurance-vie

https://www.lesechos.fr/finance-marches/banque-assurances/credit-mutuel-arkea-contrainte-de-recapitaliser-sa-filiale-dassurance-vie-1138697

Assurance-vie : La Mondiale place une émission de dette de 500M d'euros

https://www.lesechos.fr/finance-marches/banque-assurances/assurance-vie-londe-de-choc-des-taux-negatifs-se-propage-1142077

Assurance-vie : Société Générale « n'exclut pas » de recapitaliser sa filiale

https://www.lesechos.fr/finance-marches/banque-assurances/assurance-vie-societe-generale-nexclut-pas-de-recapitaliser-sa-filiale-1145979

Fil d'actualité – La fin des fonds en euros, le placement préféré des français

https://www.groupe-quinze-gp.com/chronique-dune-mort-annoncee-fonds-en-euros/

Loi Sapin 2 & Assurance-vie : Comment protéger votre épargne ?

https://www.bienprevoir.fr/actualite-financiere/loi-sapin-2-

assurance-vie-comment-proteger-votre-epargne/

.

Comment faire fonctionner des taux d'intérêt négatifs

https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/finance-perso/banque-et-credit/taux-d-interet/comment-expliquer-les-taux-dinteret-negatifs

Taux négatifs : des épargnants taxés en Allemagne

https://www.lefigaro.fr/conjoncture/taux-negatifs-des-epargnants-taxes-en-allemagne-20190926

Une banque Allemande taxe tous les dépôts

https://www.lefigaro.fr/argent/taux-negatifs-une-banque-cooperative-allemande-facture-0-5-des-le-premier-centime-d-euro-d-epargne-20191119

Épargne : les banques ne taxeront pas les dépôts des « particuliers habituels »

https://www.moneyvox.fr/actu/75804/epargne-les-banques-ne-taxeront-pas-les-depots-des-particuliers-habituels

Frais bancaires : une augmentation de plus de 1000% en dix ans

https://www.lci.fr/conso-argent/frais-bancaires-une-augmentation-de-plus-de-1000-en-dix-ans-2134330.html

.

Redressement des banques et résolution de leurs défaillances

https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/banking-union/single-rulebook/bank-recovery-resolution/

Les banques en faillite pourront désormais ponctionner les comptes des déposants

https://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/12/22/20002-20151222ARTFIG00003-les-banques-en-faillite-pourront-desormais-ponctionner-les-comptes-des-deposants.php

Ponction massive à Chypre sur les comptes de plus de 100.000 euros

https://www.latribune.fr/actualites/economie/union-europeenne/20130330trib000756871/ponction-massive-a-chypre-sur-les-comptes-de-plus-de-100.000-euros.html

Un journaliste du *Financial Times* admet avoir caché la gravité de la crise en 2008

https://www.nouvelobs.com/economie/20180909.OBS2050/un-journaliste-du-financial-times-admet-avoir-cache-la-gravite-de-la-crise-en-2008.html

.

Note d'analyse n°59 – France stratégie : Comment assurer la résorption des dettes publiques en zone euro

https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/note_danalyse_ndeg62_-_comment_assurer_la_resorption_des_dettes_publiques_en_zone_euro_-_web.pdf

La menace d'une nouvelle taxe plane sur les propriétaires

https://www.lefigaro.fr/conjoncture/2017/10/11/20002-20171011ARTFIG00145-la-menace-d-une-nouvelle-taxe-plane-sur-les-proprietaires.php

Extrait : Le think tank propose qu'en cas de crise économique grave, l'État décrète qu'il devient copropriétaire de tous les terrains construits résidentiels «à hauteur d'une fraction fixée de leur valeur», ce nouveau droit de propriété étant incessible. Résultat: tous les propriétaires lui seraient redevables d'une somme annuelle

correspondant à la partie possédée par l'État. «Tout propriétaire, désormais redevable de cette somme à l'État, pourrait choisir de ne pas la payer. Dans ce cas, la fraction du terrain possédée par l'État augmenterait d'autant d'année en année», expliquent les auteurs. L'État récupérerait alors la somme qui lui est due lors de la première transaction qui interviendrait sur le bien immobilier, lors de la vente ou de la transmission à un héritier.

Rapport à l'Assemblée nationale de M. Jean-Luc Lagleize N° 2434 le 20 novembre 2019 visant à réduire le coût du foncier et à augmenter l'offre de logements accessibles aux Français (n° 2336)

http://www.assemblee-nationale.fr/15/rapports/r2434.asp

.

Économistes anti-euro altereconomie

https://altereconomie.wordpress.com/economistes-anti-euro/

.

.

L’Euro, question cachée de la réforme des retraites (Jacques Sapir)

Le mouvement de grève contre la réforme des retraites est entré dans son deuxième mois. Ce simple fait, au-delà des fluctuations normales du nombre de grévistes, en particulier dans les transports, indique bien que l’on est passé d’une question sociale à une question politique. La mobilisation de catégories que l’on avait peu l’habitude de voir dans la rue (comme les avocats), le refus d’une majorité des Français d’un « âge pivot », témoignent de la profondeur du rejet du projet gouvernemental. Un projet, il faut bien le dire, qui a été largement défiguré par la reconnaissance du statut spécial de nombreuses professions… Cette grève est d’ores et déjà historique, et ce quelle que soit l’ampleur de la mobilisation du 9 janvier. Par delà les positions des différents syndicats et celles du gouvernement, il faut reconnaître un problème évident : l’ensemble des acteurs à les mains liées par le problème de la compétitivité de l’économie française. Dit autrement, la question de la réforme des retraites est inséparable de la mise en concurrence directe des systèmes sociaux dans les pays de la zone euro. Derrière la question de la réforme du système, de son équilibre, se profile celle de l’euro. UN PIVOT POLITIQUE ? La question de l’âge pivot concentre aujourd’hui les débats. Le Premier-ministre, M. Edouard Philippe, en fait un symbole de sa volonté d’aboutir à un équilibre sans toucher aux cotisations. La CFDT, et dans une moindre mesure l’UNSA, font de son retrait un préalable pour de réelles négociations.

.

L’âge de 64 ans pose un vrai problème en cela que le taux d’activité, qui est encore de plus de 70% à 59 ans tombe à 19% pour 64 ans. Le principe d’un « malus » en-deçà de 64

ans revient à pénaliser une grande partie des futurs retraités qui ne pourront pas, même s'ils le voulaient, travailler jusqu'à 64 ans.

.

Mais, l'âge pivot est aussi un leurre. Serait-il retiré que le problème général d'une retraite « à points » resterait le même. Le mode de fixation du point, même fixé par une loi (et donc susceptible d'être fixé différemment par une autre loi) soulève un véritable problème. **Les courbes d'évolutions dans le temps des salaires étant ce qu'elles sont en France, la prise en compte de toute la carrière aboutit MECANIQUEMENT à baisser les pensions, et en particulier pour les fonctionnaires.**

D'une manière générale, l'universalité du système, qui fut tant vantée par le gouvernement, est un mythe. Les situations sont trop différentes, par exemple en ce qui concerne la pénibilité du travail, un terme qui va plus loin que la pénibilité directement physique avec l'apparition puis l'explosion ces dernières années des maladies dites « stress-induites », pour qu'un système universel soit simplement possible. LE MAUVAIS BERGER ? On l'a entendu sur les différents médias, Laurent Berger, le dirigeant de la CFDT, propose de séparer l'aspect systémique de la réforme (le basculement vers un système « à points ») de la recherche d'un équilibre financier. Mais il est à craindre que sa proposition de conférence générale sur le financement des retraites ne serve qu'à duper les travailleurs. Il y a à cela deux raisons :

– La proposition de Laurent Berger ne traite pas le fond des problèmes posés par le système dit « à points », soit la question de la pénibilité et celle de la courbe temporelle des rémunérations. Or, tout axer sur la question de l'âge-pivot en oubliant des questions est un sinistre jeu de dupes.

– La seconde raison est que **toute conférence générale sur le financement va se heurter à la résistance patronale à l'accroissement de leurs cotisations. Elle ne peut donc qu'aboutir à un relèvement des cotisations des salariés. La ponction sur le pouvoir d'achat aura des effets tant sociaux que macroéconomiques redoutables.**

Toute proposition doit être jugée à l'aune du rapport de forces dans lequel elle s'inscrit, ou qu'elle permettrait de créer. Force est de constater que la proposition de Laurent Berger affaiblit de manière substantielle la position des futurs négociateurs syndicaux… **L'EURO, QUESTION CACHÉE Il y a une question cachée dans cette réforme des retraites. C'est celle de la compétitivité de l'économie française. Comment peut-on imaginer que nous soyons passés d'un ratio de 4 actifs pour 1 inactifs à la fin des années quarante à un ratio de 1,7 pour 1 aujourd'hui sans prendre en compte les immenses progrès de la productivité du travail ?**

Mais cette question en pose aussi une autre : du moment que les économies des pays de la zone Euro sont mises en concurrence sans le filtre possible d'une modification du taux de change, ce ne sont plus nos économies qui sont en concurrence mais nos systèmes sociaux. Or, l'Union européenne se refuse à établir la règle de convergence sur la situation du pays où le système social est le plus avantageux pour les travailleurs. C'est bien pourquoi l'Euro, et accessoirement l'UE, sont des questions cachées de cette réforme.

– Le problème de la compétitivité empêche le relèvement des cotisations patronales. Même s'il est faux de dire que le CICE a créé 1 million d'emplois (la réalité est plus de l'ordre de 300 000 à 400 000 emplois, car ce sont les entreprises qui ont le moins bénéficié du CICE qui ont paradoxalement créé le plus d'emplois), il est clair qu'à taux de change constant, tout relèvement des cotisations aura des conséquences néfastes sur l'emploi.

– Ce problème voit ses effets décuplés dans la surévaluation, de 17% à 25% de l'économie française face à l'Allemagne. Il suffit de consulter les « External Sector Report » publiés par le FMI pour le vérifier. De fait, le CICE n'a fait qu'éponger une partie de cette surévaluation. Sans elle, et donc sans l'Euro, il n'aurait pas été nécessaire.

C'est pour cela qu'il y a aujourd'hui une vérité à dire bien haut : seule la dissolution de la zone Euro et le retour à notre monnaie nationale peut redonner des marges de manœuvres sur la question des retraites. De tout cela, une leçon s'impose. L'européisme, c'est-à-dire la fétichisation des institutions européennes et de l'Euro, est une machine de guerre contre les droits sociaux, en France et dans les autres pays. L'européisme, c'est l'ennemi !

Jacques Sapir (https://www.facebook.com/jacques.sapir/posts/1814123542050889)

Remarque JM : une deuxième marge de manœuvre est la **remigration** des allogènes colonisateurs et parasites, ce qui permettrait d'économiser 100 milliards d'euros par an (crimes, fraudes, allocations financements, dépenses et diverses et variées, perte de productivité).